

1 > HISTOIRE ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT

*UQAM – École des Sciences de la gestion – Département de Stratégie, responsabilité sociale et environnementale
CP 8888, succursale Centre-ville
Montréal (Québec)
H3C 3P8 Canada
reveret.jean-pierre@uqam.ca

ENTRETIEN AVEC JEAN-PIERRE REVÉRET

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL*

Courrier de la planète : Jusqu'à où peut-on remonter pour trouver des liens explicites entre économie et environnement ?

Jean-Pierre Révéret : Avant les années 1960, les liens entre les deux disciplines que sont l'écologie et la science économique étaient assez ténus, même si elles partagent la même racine, *Oikos logos* – le discours sur la maison – et *Oikos nomos* – la gestion de la maison. Cela est vrai même si l'activité économique a, par définition, toujours interagi avec l'environnement, avec la nature. Déjà, en 1760, Tiphaigne de la Roche dans son *Essai sur l'histoire économique des mers occidentales de France* s'interrogeait sur les causes du déclin des pêches à l'occasion d'une enquête demandée par Louis XV. Mais cela n'a pas structuré le développement des disciplines scientifiques en train de naître !

D'un point de vue formel, on peut remonter jusque dans les années 1920 avec les premières réflexions sur l'économie du bien-être initiées par Arthur Pigou. Cette branche s'est intéressée à l'efficacité de l'économie à allouer les ressources et aux conséquences de cette allocation sur la distribution des revenus. Elle est à l'origine du concept d'externalité, positive ou négative, fondamental dans la lecture que la science économique fait de l'environnement. Mais sans doute cela nous renvoie-t-il trop loin en arrière car Pigou n'a pas formulé sa pensée dans un contexte de pression

environnementale. Cette question n'était pas à l'origine de sa réflexion.

C'est l'entrée dans la période de forte croissance de l'après seconde guerre mondiale qui a véritablement marqué le début de l'analyse et de la formalisation des relations entre économie et environnement. Le premier signal explicite a été la publication de l'ouvrage de la biologiste américaine Rachel Carson en 1962, *Silent spring*. Cet



ouvrage décrit ce vers quoi pourraient conduire les excès de la production agricole intensive dus à une utilisation massive des intrants pétrochimiques et leurs effets sur l'environnement, en particulier sur la chaîne alimentaire. Le titre évoque un printemps sans chants d'oiseaux, tués à cause des pesticides ; un « printemps silencieux » donc. Ce livre a eu un énorme retentissement

à sa sortie aux États-Unis et explique la montée d'un mouvement environnementaliste, indépendant des grands groupes conservacionnistes. Il a provoqué une prise de conscience des problèmes environnementaux par le grand public.

Cdp : Finalement, les premiers liens avec les préoccupations environnementales n'ont pas été noués par les économistes eux-mêmes...

J.-P. R. : Une première formalisation s'est faite au milieu des années 1950 avec un article de Scott Gordon qui est à l'origine de la « bioéconomie des pêches » et exprimait les enjeux de la surpêche dans le langage combiné de ces deux disciplines.



Avec les années 1960 et le début des années 1970, toute une série d'articles ou d'ouvrages déterminants ont marqué un tournant. Commençons par Ronald Coase, qui vient s'opposer à Pigou et au recours à un système de taxe pour gérer les externalités. Pour lui, l'instauration de droits de propriété bien définis et négociables permettrait au marché de remplir son rôle. De là les droits d'émission de carbone, les quotas individuels transférables dans la pêche, etc. Avec les taxes pigouviennes et les droits de propriété de Coase, la boîte à outils de l'économiste est prête.

Mais des changements encore plus fondamentaux sont apparus. D'un point de vue symbolique, la conquête de l'espace a définitivement imposé l'idée que la Terre constituait un espace fini. Par exemple, Kenneth Boulding a développé l'idée « d'économie de vaisseau spatial » dans un article fameux – « The Economics of the Coming Spaceship Earth » –, en opposition à « l'économie de cow boy » dans laquelle il suffisait de repousser la frontière, sans limites (« go west ! »). L'image de la planète Terre vue de l'espace a marqué l'isolement et la fragilité de notre environnement.

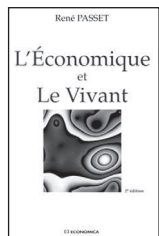
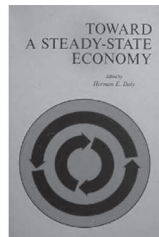
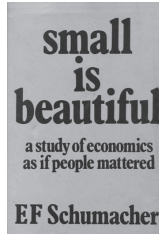
En 1971, l'économiste et mathématicien roumain exilé aux États-Unis, Nicholas Georgescu-Roegen, a publié un ouvrage très significatif qui a conduit à des reformulations analytiques : *The Entropy Law and the Economic Process*. Très ardu, cet ouvrage a ouvert un pont entre les sciences économiques, biologiques et physiques. Il a été le premier à montrer les limites de notre système, à l'aide de la deuxième loi de la thermodynamique qui stipule l'inévitabilité de l'épuisement des ressources naturelles utiles à l'humanité. Il a montré que nous vivons dans un système qui, *in fine*, devrait reposer exclusivement sur les seules énergies véritablement renouvelables, celles induites par le soleil et le vent qui, en fait, en découle.

D'un point de vue symbolique, la conquête de l'espace a définitivement imposé l'idée que la Terre constituait un espace fini.

Ses travaux ont été à l'origine de la réflexion sur les limites d'une croissance économique matérielle effrénée, et donc sur la décroissance, qu'il est le premier à avoir évoquée et

qu'il est le premier à avoir évoquée et SUITE ▶

Indira Gandhi, Premier ministre indienne, est le seul chef d'État ou de gouvernement présent à la Conférence des Nations unies sur l'environnement humain, Stockholm, 1972. Ils étaient plus de 130 à Rio de Janeiro vingt ans plus tard...



SUITE ▶ revendiquée. Mais il a été relativement solitaire dans ses recherches et son ouvrage n'a pas déclenché de débats scientifiques à l'époque. Il est décédé en 1994 sans avoir été véritablement reconnu de son vivant. Plusieurs de ses élèves ou disciples, tels Herman Daly, Charles Hall ou Jacques Grinevald, ont repris et prolongé ses réflexions.

Toujours dans une approche à fort contenu théorique, on peut ensuite citer l'apport fondamental de l'économiste britannique Ernst Friedrich Schumacher. Très marqué par Keynes avec qui il a travaillé, il a publié en 1973 *Small is beautiful – A study of economics, as if people mattered* (*Une société à la mesure de l'Homme*). Ce fut un énorme succès, traduit dans de nombreuses langues. À cette époque, en plein choc pétrolier, qu'un économiste proclame « small is beautiful » a évidemment fait mouche auprès du public. Il a beaucoup plu au mouvement écologiste naissant qui y voyait là une justification théorique à ses arguments militants.

Le plus marquant dans sa théorie était la prise en compte, dans les innovations technologiques, des capacités de ceux qui devraient s'en servir. C'est l'idée d'une adéquation entre la technologie, la société et ses usagers. On trouve là l'origine de toutes les réflexions sur les « technologies intermédiaires » ou les « technologies appropriées », qui nous éloignent du modèle unique de développement de la production par des centrales à charbon ou au pétrole.

Cdp : À la même époque, le rapport du Club de Rome, *Limits to growth*, a fait date ...

J.-P. R. : Ce rapport avait été commandé en 1970 par le Club de Rome à une équipe de quatre chercheurs du Massachusetts Institute of Technology (MIT) : Donella et Dennis Meadows, Jorgen Randers et William Behrens. Il s'agissait de la première étude importante soulignant les dangers écologiques de la croissance économique et démographique ; envisageant notamment que la croissance économique puisse un jour avoir une fin. Cette étude a constitué le premier gros effort de simulation des rapports entre activités humaines et environnement. Simulations rendues possibles grâce aux progrès de l'informatique. En raison des hypothèses réductrices sur lesquelles il était fondé, le rapport Meadows a suscité des controverses à sa parution en 1972. Même s'il a finalement été moins critiqué que l'ouvrage *Un printemps silencieux*, car il émanait du prestigieux MIT, alors que Rachel Carson avait été traitée de

suppôt du communisme au service des Soviétiques, en pleine guerre froide.

Le rapport Meadows a eu un impact fondamental dans la mesure où, pour la première fois, la science économique disait : « attention, le système va craquer car il consomme trop et trop vite de ressources non renouvelables et il rejette dans l'environnement des substances polluantes ». Certes, Malthus avait déjà parlé des limites de notre système, mais il s'agissait

À cette époque, en plein choc pétrolier, qu'un économiste proclame « small is beautiful » a évidemment fait mouche auprès du public.

encore d'intuitions alors que ce rapport va valider ces intuitions à l'aide d'un modèle économique. C'est le début de toute une série de modèles de ce type qui alerteront sur les dommages créés à l'environnement par nos économies. Le dernier en date étant l'Evaluation

des écosystèmes pour le Millénaire (Millennium Ecosystem Assessment) en 2005.

En fait, dans les années qui ont suivi, Dennis Meadows a consacré plus d'énergie à utiliser la renommée que lui a conférée ce rapport pour tenter de faire évoluer les mentalités des décideurs qu'à affiner son modèle.

Cdp : Ce rapport qui, avec le recul, semble avoir été très important, a-t-il eu un effet sur la communauté scientifique de l'époque ?

J.-P. R. : Oui, il a été lu, le message est passé. Surtout après le choc pétrolier qui a validé le diagnostic proposé de conflit entre croissance et environnement.

Un autre article fondamental de ces mêmes années a été « Toward a Steady-State Economy » (« Vers une économie stationnaire »), publié en 1973 par Herman Daly, économiste américain, qui a travaillé dans une sorte de filiation avec Georgescu-Roegen, sans pour autant avoir le même niveau d'exigence sur la nécessité d'une décroissance. Il a remis en avant le vieux concept d'économie stationnaire formulé au XIX^e siècle par celui qu'on nomme « le dernier des classiques avec Marx », John Stuart Hill : la croissance ne doit pas être la grande finalité du système économique. Daly a joué un rôle très important par la suite et on le retrouvera dans des contextes différents. Il deviendra notamment économiste à la Banque mondiale pour tenter de faire bouger les lignes au sein d'une institution qui n'aspirait qu'à faire décoller la croissance dans les pays en

développement. Dans les années 1980, il a cherché avec d'autres à articuler des travaux interdisciplinaires qui ont marqué la genèse de l'économie écologique (*ecological economics*).

Cdp : Tout ce que vous décrivez semble pour l'instant largement cantonné au monde anglo-saxon...

J.-P. R. : En effet, au début des années 1970, les recherches menées en dehors du monde anglo-saxon étaient encore très marginales. Pourtant, dans l'économie politique française par exemple, il existait déjà à cette période une réflexion fondamentale sur les liens entre croissance et développement, avec François Perroux mais aussi des chercheurs comme Bertrand de Jouvenel, dans la dynamique de la revue *Futuribles*.

Mais l'ouvrage de référence, je pense, est celui de René Passet, *L'économie et le vivant*, publié en 1979. À mon sens, ce livre d'économie politique reste assez inégalé dans la justesse de son analyse. Le regard sur la pensée économique sur une longue période qu'il propose se retrouve rarement chez les auteurs anglo-saxons. La réédition, publiée en 1996, n'a rien perdu de sa pertinence.

L'ouvrage a ainsi marqué toute une génération d'économistes à la recherche d'alternatives, comme par exemple Olivier Godard et l'équipe du Centre d'économie et d'éthique pour l'environnement et le développement (C3ED) à l'Université de Versailles Saint-Quentin en Yvelines.

Cdp : Quelle a été la traduction politique de ces avancées opérées dans les milieux académiques ?

J.-P. R. : Si on regarde les grandes étapes de l'agenda environnemental des Nations unies, à savoir la Conférence sur l'environnement humain de Stockholm (1972), le Sommet de la Terre de Rio (1992) et le Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg (2002), on constate que les politiques se sont surtout appropriés la notion d'urgence à agir pour l'environnement.

Notons toutefois qu'à Stockholm, en 1972, un seul chef d'État ou de gouvernement était présent : Indira Gandhi. C'était le tout début de la prise de conscience politique : on était loin des 130 ou 140 chefs d'État réunis à Rio vingt ans plus tard... Par ailleurs, l'effort d'Ignacy Sachs et



'THE SAME BOAT'

de Maurice Strong, secrétaire général de la conférence de Stockholm, d'imposer l'idée d'écodéveloppement, tenant plus compte des capacités des écosystèmes et des souhaits réels des individus, était resté vain : cette remise en cause du développement n'a pas été reprise dans les sphères onusiennes. Et les représentants de l'industrie n'étaient absolument pas mûrs pour un dialogue sur un changement de paradigme de développement.

L'ouvrage de référence, je pense, est celui de René Passet, L'économie et le vivant, publié en 1979. À mon sens, ce livre d'économie politique reste assez inégalé dans la justesse de son analyse.

C'est la transition entre les années 1970 et 1980 qui a marqué une diversification des acteurs reconnaissant qu'en effet, un problème environnemental majeur se posait et qu'il dépassait la stricte dimension environnementale. Certes, la conférence des Nations unies sur l'environnement de Nairobi en 1982, qui marquait le dixième anniversaire de la conférence de Stockholm, n'a pas produit grand chose, si ce n'est un plan de promotion des énergies vertes resté sans suite. Mais deux ans plus tôt, en 1980, la *Stratégie mondiale pour la conservation*, rédigée par l'Union internationale pour la conservation de la

Le même bateau :
« Qu'est-ce qui ne va pas ? Ramez ! Ramez ! Vous voulez qu'on coule ?! »

■ SUITE ►

SUITE ► nature (IUCN), a constitué un lien très fort entre environnement et économie et évoqué pour la première fois la notion de « développement durable » (*sustainable development*).

Plus tard a été constituée la Commission mondiale pour l'environnement et le développement, dite Commission Brundtland, du nom de sa présidente, qui a publié son fameux rapport en 1987, *Notre avenir à tous*. La Commission elle-même a été un moment de dialogue assez extraordinaire : elle s'est promenée, littéralement, dans un certain nombre de pays et impliqué des parties-prenantes très diverses. Ce rapport a évidemment popularisé le développement durable comme stratégie alternative et a véritablement structuré la deuxième moitié des années 1980.

Cdp : Dans le même temps, comment a évolué le débat académique ?

J.-P. R. : Les évolutions les plus significatives ont consisté en des échanges de plus en plus marqués entre disciplines, des sciences de la nature et des sciences économiques, au moins de la part de chercheurs hétérodoxes. On peut citer notamment la « rencontre de Barcelone », où se sont croisés des chercheurs comme René Passet, Herman Daly, Robert Costanza, Joan Martinez-Alier, etc. Une série de rencontres informelles leur ont permis de s'influencer mutuellement pour acquérir une réelle compréhension de ce que disait l'autre et la manière dont cela pouvait refaçonnner leur propre discipline. Ces débats entre écologues et économistes sur les limites de l'économie à capter le réel ont abouti en 1986 à la création de la Société internationale pour l'économie écologique. Cette communauté scientifique a évolué en une communauté épistémologique, avec des personnalités situées à des postes d'influence. Dans le prolongement des réflexions des années 1970, l'économie écologique constitue un paradigme transdisciplinaire intégrant dans l'analyse économique les connaissances issues de la thermodynamique, de la biologie évolutive, de l'écologie globale et des sciences de l'environnement. Il considère le processus économique comme partie intégrante du fonctionnement et de l'évolution des écosystèmes et de toute la biosphère.

Mais ce n'est pas parce qu'un groupe a formulé un nouvel énoncé que celui-ci devrait couler de source. Il y a eu, et il existe encore, de nombreuses différences à l'intérieur du mouvement sur ce que pourrait, ou devrait, être l'économie écologique.

Par exemple, de colloque en colloque, une minorité tente d'appuyer la notion de décroissance mais est toujours « battue » par l'ensemble du congrès. À l'autre extrémité du spectre, des chercheurs sont en fait très proches de l'économie néoclassique. Un des points de clivage concerne la place du social. L'économie écologique est donc un concept vaste qui se cherche toujours, un paradigme en formation, encore inachevé une quinzaine d'années après son élaboration.

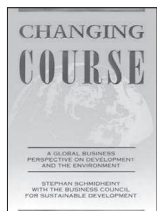
Ces débats entre écologues et économistes sur les limites de l'économie à capter le réel ont abouti en 1986 à la création de la Société internationale pour l'économie écologique.

Il faut rappeler aussi que l'économie écologique n'est pas conçue comme une alternative à l'économie néoclassique de l'environnement, mais beaucoup plus globalement comme une alternative à la science économique dans sa façon de se positionner par rapport à la nature et à l'environnement. Par exemple, le développement des

notions de biens et services écologiques a ramenés dans le champ de l'économie les questions liées à la nature, aux écosystèmes et donc à la protection de la biodiversité mais aussi liées à la propriété intellectuelle du vivant. Ce sont des progrès importants qui ont dépassé très largement le strict plan de l'économie écologique.

Cdp : La prochaine grande étape est le Sommet de la Terre de Rio en 1992...

J.-P. R. : Comme on l'a vu, la conférence de Rio a bénéficié de tout un ensemble de changements opérés durant les années 1980. La compréhension de la question environnementale est alors plus claire pour un plus grand nombre d'acteurs. En particulier, les représentants du secteur privé ont suivi de près les négociations environnementales et l'industriel Stephen Schmidheiny, auteur principal de l'ouvrage *Changing Course: A Global Business Perspective on Development and the Environment*, inspirera la création du World Business Council for Sustainable Development quelques temps après Rio. Les industriels, du moins un certain nombre d'entre eux, ont compris qu'ils devaient changer leur manière d'opérer. Rio a donc représenté un moment où s'est établi un relatif consensus entre politiques, ONG et secteur privé sur le fait que nos modes de consommation et de production n'étaient pas compatibles avec la préservation de l'environnement.



SUITE ►

SUITE ► Reste que le Sommet de Rio devait être consacré à l'environnement *et* au développement. Or très rapidement, nous nous sommes rendus compte que les questions de développement seraient laissées de côté. Je me souviens de la dernière réunion préparatoire de Rio qui s'était tenue à Genève et où des ONG avaient affiché la question : « mais où est donc le développement ? ». On discutait de la mise en place de conventions internationales sur le climat, la biodiversité, les forêts et la désertification. Mais rien dans le programme préparatoire de Rio n'attaquait de front la question sociale du développement. Elle n'était abordée qu'indirectement, comme par exemple dans la Convention sur la diversité biologique avec sa forte composante sur le partage des bénéfices tirés de l'exploitation de la biodiversité.

Un autre élément a été la fuite dans *The Economist* d'une fameuse note de Lawrence Summers, chef économiste à la Banque mondiale, qui justifiait économiquement l'idée d'exporter les industries polluantes dans les pays en développement. Notamment en Afrique où, expliquait-il, les pays sont globalement sous-peuplés et sous-pollués. La note en question a été placardée dans

À cet égard, rien ne sera plus jamais comme avant : Rio a imprimé la toile de fond de la gouvernance mondiale à venir.

le Palais des Nations à Genève pour illustrer l'ironie des rapports Nord-Sud dans les enjeux environnementaux et montrer avec quelle négligence, pour ne pas dire pire, les composantes sociale et développementaliste étaient traitées à la veille de Rio.

Finalement, l'erreur a été rattrapée en 1995, à Copenhague, lors du Sommet mondial pour le développement social, qui a permis d'ébaucher les objectifs du Millénaire pour le développement adoptés en 2000.

Cdp : Quels autres éléments essentiels peut-on retenir de Rio ?

J.-P. R. : Tout un ensemble de principes ont été édictés, ou fortement rappelés, comme le principe pollueur-payeur ou le principe de précaution. L'autre grande avancée concerne la gouvernance internationale et les enjeux soulevés à Rio en termes de participation des acteurs clés. À cet égard, rien ne sera plus jamais comme avant : Rio a imprimé la toile de fond de la gouvernance mondiale à venir. Par exemple, les années 1990 ont été marquées par les enjeux pointés à Rio d'une plus grande exigence de transparence vis-à-vis des acteurs du secteur privé. Ainsi, la notion de développement durable a été transposée à l'échelle de l'entreprise, qui n'est plus jugée à l'aune de ses seules **SUITE ►**

QUARANTE ANS DE MOBILISATION ENVIRONNEMENTALE

MOBILISATION DE L'OPINION

- **1968** Création du Club de Rome par l'industriel Aurelio Peccei et le biologiste Alexander King. Il élaborera le rapport *Halte à la croissance* en 1972.
- **1969** Création des Amis de la Terre avec des antennes dans tous les pays développés.
- **1971** Création du WWF et de Greenpeace.
- **1975** Création du Worldwatch Institute (États-Unis).
- **1976** Le WWF crée TRAFFIC, un programme de surveillance du commerce des espèces naturelles.

- **1980** L'UICN, le WWF et le PNUE lancent la Stratégie mondiale de la conservation.
- **1989** Création du Climate Action Network regroupant toutes les ONG qui suivent la négociation climat.
- **1995** Le World Business Council for Sustainable Development (WBCSD) regroupe les entreprises environnementalement responsables.

MOBILISATION POLITIQUE

- **1969** Convention internationale sur la responsabilité civile en matière de pollution pétrolière.
- **1972** Conférence sur l'homme et l'environnement (Stockholm, Suède) ; création du PNUE.
- **1975** Premières candidatures écologistes aux élections européennes.
- **1976** L'Unesco lance le programme Man and Biosphere (MAB) associant conservation de l'environnement et activités humaines.
- **1979** Première conférence mondiale sur le climat.
- **1983** Création de la Commission des Nations unies sur l'environnement et

- le développement ; premier Accord international sur les bois tropicaux pour la conservation et la bonne gestion des forêts tropicales.
- **1987** Le protocole de Montréal impose la réduction des gaz nocifs pour la couche d'ozone.
- **1988** Création du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC).
- **1991** Création du Fonds mondial pour l'environnement.
- **1992** Conférence des Nations unies sur le développement et l'environnement (Rio, Brésil).
- **1995** Sommet mondial pour le développement social (Copenhague, Danemark).

- **1997** Le protocole de Kyoto sur le climat fixe des objectifs maximum d'émissions de gaz à effet de serre pour 2012.
- **2000** L'Assemblée générale des Nations unies définit 8 objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), reprenant ceux de Rio et de Copenhague, à atteindre pour 2015.
- **2002** Le Sommet mondial sur le développement durable de Johannesburg (Afrique du Sud) souligne le rôle des acteurs privés dans la mise en œuvre du développement durable.
- **2008** Lancement de l'IPBES, « le GIEC de la biodiversité ».

SUITE ► performances économiques, mais aussi sociales et environnementales. C'est la notion de *triple bottom line*, ou triple résultat net : quel profit économique ? Avec quelles conséquences sociales pour l'ensemble des parties-prenantes de l'entreprise ? Et avec quels impacts environnementaux ?

On parle alors de responsabilité sociale ou sociétale de l'entreprise : elle ne se soucie plus seulement de ses *stakeholders* (actionnaires), mais aussi des *shareholders* (les parties prenantes). Une entreprise qui ne s'occupait que de ses actionnaires doit désormais être transparente à l'égard de toute une série de parties prenantes auxquelles elle ne s'adressait même pas auparavant. Du coup, les lieux de pression et de plaidoyer ne sont plus les mêmes : jusqu'à la fin des années 1980, les ONG faisaient pression sur les États pour qu'ils régulent la gouvernance mondiale. Après Rio, on fait directement le lien avec les entreprises selon un nouveau mode de relation qui échappe aux États et donne lieu à des partenariats inédits et improbables il y a peu. On voit émerger la notion « d'actionnaires militants », qui profitent de leur rôle pour amener sur la table des conseils d'administration des préoccupations environnementales. Plus que ça, ces actionnaires peuvent exiger des entreprises qu'elles agissent de manière responsable tout au long de leur chaîne d'approvisionnement.

Avec l'implication du secteur privé, l'enjeu sur le produire et consommer différemment prend toute sa dimension. Reste que toutes les entreprises n'ont pas été frappées en même temps par un saint esprit écologique. Certaines sont plus progressistes que d'autres en matière de comportement responsable. Depuis le milieu des années 1990, la notion d'analyse du cycle de vie puis celle d'écologie industrielle permettent une approche plus holistique des enjeux environnementaux de la production. Par exemple, on prend conscience du fait que si la France peut maintenir ses paysages, c'est avant tout parce qu'elle importe du soja argentin pour nourrir ses élevages. Ce qui en fait transpose le problème en Argentine où la production intensive du soja a fortement dégradé les écosystèmes. Aborder les enjeux de durabilité à une échelle spatiale et temporelle plus large permet de souligner ce type d'aberrations.

On cherche vraiment à se représenter et à rendre opérationnel un mode de croissance qui ne serait pas une charge pour l'environnement.

Gardons aussi à l'esprit la perspective cycle de vie, qui permet de penser de façon très large les enjeux environnementaux et éviter ainsi de ne faire que déplacer les problèmes. Par exemple, les véhicules électriques permettent certes de réduire les émissions de carbone. Mais comment les batteries sont-elles produites ? Comment seront-elles remplacées ou recyclées ? Voilà toute la complexité que la croissance verte doit affronter.

Cdp : L'entrée des acteurs privés dans le jeu de la régulation de l'environnement a certainement ouvert la voie à la notion de croissance verte...

J.-P. R. : Complètement. Et le moteur de cette croissance verte est alimenté par un sujet en particulier : les changements climatiques et tout le débat qu'il soulève sur la décarbonisation de l'économie. Le rôle du carbone et le fait de ne plus en émettre ont donné une très forte légitimité à l'idée de changer de trajectoire de croissance. Même si la biodiversité me semble aussi fondamentale comme enjeu environnemental que le changement climatique, elle ne jouit pas d'une expression aussi simple et claire à promouvoir : éviter l'émission d'une tonne de carbone, c'est plus direct que sauver un panda, qui ne représente qu'une expression d'un phénomène beaucoup plus complexe.

De plus, toute une panoplie d'outils, comme l'empreinte écologique par exemple, permet aujourd'hui de mieux comprendre les enjeux liés au carbone et stimule à nouveau les débats économiques autour des modes de croissance respectueux de l'environnement. Quelle est l'intensité énergétique, voire même carbonée, de tel ou tel type de production ? Quelle part du PIB pourrait être produite par des services ? Etc. On cherche vraiment à se représenter et à rendre opérationnel un mode de croissance qui ne serait pas une charge pour l'environnement. D'où l'idée de croissance verte pour passer à une économie décarbonée ou, plus simplement, à une « économie verte », pour reprendre l'expression retenue entre autres par le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE).

Mais attention à ce que la question du carbone n'oblitére pas complètement le reste des enjeux environnementaux, notamment celui de la biodiversité, qui sera le prochain grand dossier complexe à résoudre sur la voie d'un New Deal fondé sur une économie plus verte. ●